

COLLECTIF TGV SUD VAR

Le Président
Michel BOUISSON

à

Monsieur Le Président
de la CPDP LGV PACA

Puget-Ville,
Le 07 Juillet 2005

Objet : synthèse de fin de débat du Collectif

Nous voici au terme de ce long et passionnant débat. Nous en retenons de nombreux enseignements principalement :

- sur les problématiques
- sur les contributions

Sur les problématiques

Il apparaît nettement le bien fondé d'une amélioration nécessaire des déplacements vers, et depuis Nice.

Il semble aussi prioritaire de doter la région PACA d'un deuxième axe Est-Ouest (en cas de faillite des voies historiques par exemple).

Nous retenons également la pertinence d'une nécessaire amélioration de la desserte des départements Nord de la région.

A contrario, l'Arc Méditerranéen paraît trouver son fondement davantage dans l'esprit de ceux qui veulent nous vendre une réalisation et en cherchent l'opportunité, ainsi que de ceux qui le revendiquent dans le seul but d'y prouver leur nécessaire raccordement.

Sur les objectifs

Améliorer le développement local est évidemment un souhait unanime. Cependant la réponse à cette amélioration est très différente suivant le type de développement recherché.

L'habitant de PACA est favorable à l'amélioration pas au développement ; il n'a pas le sentiment d'être dans une région sous-développée !

Ce constat révèle toute la rupture entre la solution proposée et le besoin express de la population de la région.

Celle-ci profitera de l'offre grande vitesse si elle est réalisée, mais ce qu'elle demande avant tout, c'est une véritable desserte quotidienne capable d'enlever les voitures des routes et des centres-ville ; desserte qui ne trouvera de réponse que dans une offre TER rationnelle et complète.

Or il ressort du débat que la grande capacité promise par la LGV ne se reportera pas forcément sur cette offre TER.

Quant aux liaisons de Toulon et Marseille au réseau Européen à grande vitesse, l'un et l'autre sont déjà en relation serrée avec ce réseau.

Mais le véritable enseignement du débat, c'est l'extrême importance des enjeux socio-économiques, environnementaux, fonciers et d'urbanisme dans notre région.

Enjeux considérés par le maître d'ouvrage qui a estimé le coût de la ligne nouvelle comme étant deux à trois fois supérieur aux autres, mais enjeux nettement sous estimés selon les contributions qui montrent clairement qu'une ligne nouvelle à grande vitesse n'offrirait au final qu'un service tout relatif face aux intérêts financiers, humains, agricoles, environnementaux...

De même, la mobilisation et la forte participation au début ont nettement montré que le monde politique n'avait pas répondu aux attentes des citoyens : soit il n'a pas apporté de véritables réponses aux questions essentielles, soit il les a occultées. Cela s'est nettement ressenti au niveau du financement.

Les acteurs économiques se sont également montrés très réservés dès lors que leur position entrerait en conflit avec les stratégies politiques.

Enfin le consensus politique a montré ses limites : chacun voulant tirer à soi le bout de rail (ou le repousser !)

Dans ce contexte, la mobilisation varoise, principale intéressée au demeurant, a su faire le tri entre les demandes légitimes et les exigences inacceptables.

Des solutions alternatives ont été proposées qui visent à répondre aux deux problématiques majeures : désenclaver Nice, ouvrir un deuxième axe. Tout en préservant au mieux l'intégrité du territoire.

Pour nous, ces réponses tournent toutes autour des solutions alternatives telles que présentées à l'atelier du 16 Juin 2005, catégorie ligne existante.

Selon quelles modalités exactes, tout est à définir, mais c'est là que doit se situer l'axe de travail, en y intégrant bien entendu le réaménagement des lignes historiques.

Celui-ci permettra d'aboutir à une solution de compromis, panaché de gain de temps, de désenclavement, de sécurité, d'offre de service utile et de préservation incontournable.

Il faudra que l'un accepte « de prendre le temps » l'autre de ne pas « en gagner plus » si on veut sortir d'une impasse totale.

Toute tentative de passage en force n'aurait aucune issue ! C'est à ce prix que la discussion et la collaboration permettront d'aboutir.

Nous sommes persuadés que la CPDP sera fidèle dans son rapport à l'esprit du débat. Nous voulons croire que son rapport synthétique sera entendu et que l'évolution du dossier se fera dans ce sens, faute de quoi ce serait la négation d'une institution citoyenne forte de mobilisation et de proposition.